



Communiqué, 15 octobre 2021

## Domenico Lucano : quand accueillir dignement devient un délit

Depuis sa condamnation le 30 septembre à 13 ans et deux mois de prison, les manifestations de soutien en faveur de Domenico Lucano, ancien maire du village de Riace en Calabre, se multiplient en Italie et ailleurs. Alors que la politique d'accueil menée par « Mimmo » Lucano avait fait de Riace et de son maire les symboles d'un projet de société alternative, fondé sur l'entraide, sa condamnation est largement perçue comme une énième attaque contre la solidarité avec les personnes migrantes.

Si le détail de la décision du tribunal de Locri n'est pas connu, puisqu'elle n'a pas encore été rendue publique, [on sait qu'aucune accusation liée à l'aide à l'immigration irrégulière n'a finalement été retenue contre Mimmo Lucano](#). Derrière ce jugement, il faut lire la volonté de faire prévaloir une politique orientée vers la gestion d'urgence, négligeant le parcours d'intégration des personnes migrantes rendu possible avec le modèle alternatif et inclusif que proposait l'ancien maire à Riace. Il est possible que Mimmo soit responsable de failles dans la gestion administrative du dispositif qu'il a mis en place, en essayant d'adapter les contraintes du système national d'accueil à une réalité locale spécifique, caractérisée par une situation socio-économique particulière. Mais, lorsque le procureur de Locri le traite de « bandit idéaliste de western » en allant jusqu'à faire référence à la mafia, non seulement il place ces irrégularités au même plan que de graves infractions criminelles mais, en plus, il laisse entendre que le maire de Riace serait un ennemi de l'État, au seul motif qu'il contestait la politique de non-accueil mise en place par les gouvernements italiens successifs.

La condamnation de Mimmo Lucano est bel et bien un jugement politique. Parce qu'elle sanctionne, au-delà de ce qui est imaginable, une expérience alternative de société, de communauté, qui va à l'encontre de celle que voudrait imposer une droite xénophobe et souverainiste.

L'accueil des personnes exilées à Riace allait au-delà d'un objectif purement humanitaire. En l'organisant, Domenico Lucano a voulu démontrer qu'il était tout à fait possible de construire un modèle de cohabitation viable dans un contexte socio-économique difficile, à l'opposé de la vision étatique qui ne conçoit cet accueil qu'au prisme de l'assistance et de l'exclusion, minimisant voire ignorant l'autonomie des personnes migrantes.

Si Mimmo est coupable, c'est d'avoir mis en échec, par son expérience alternative empreinte d'un idéal de justice et d'égalité, la logique d'un État qui discrimine et sépare, qui marginalise et exclut.

Le réseau Migreurop exprime tout son soutien et son respect à M. Lucano qui, par le courage et l'énergie dont il a fait preuve toutes ces années, n'a poursuivi d'autre objectif que la réalisation d'un projet « utopique » de progrès social, d'intégration, de respect de l'autre. Il appelle toutes et tous à rejeter le signal alarmant envoyé par la justice italienne, qui voudrait faire croire qu'on ne peut penser la migration qu'en termes de contrôle et de sécurité. Il invite les élu.e.s locaux à poursuivre l'action de Mimmo afin de créer de [véritables « villes accueillantes »](#), remparts contre les politiques d'inhospitalité de l'Union européenne et de ses États membres.